



le 29 OCTOBRE 2017

COMMUNIQUE

GLYPHOSATE : LE PRÉSIDENT MACRON A CINQ BONNES RAISONS DE RESPECTER SES ENGAGEMENTS

« Placer la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides » était l'une des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Trente-quatre organisations lui rappellent aujourd'hui dans une lettre ouverte qu'il dispose de cinq très bons arguments pour interdire le glyphosate sans attendre.

Le renouvellement du glyphosate doit être soumis au vote très prochainement au sein de l'Union européenne. Si la France a déjà annoncé qu'elle voterait non à son autorisation pour dix nouvelles années, l'ombre d'une autorisation de cinq ou sept ans pour l'herbicide chimique le plus vendu au monde plane dangereusement au-dessus de millions de citoyens européens qui n'en veulent plus. Pour la société civile, il serait inacceptable que le gouvernement fasse passer les intérêts de l'industrie chimique avant la santé des consommateurs mais aussi celle des agriculteurs. Elle demande donc au Président de ne plus attendre pour porter dans les négociations européennes en cours l'interdiction de l'usage de cette molécule dangereuse et polluante.

Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu au monde. En France, pas moins de 8.500 tonnes sont vendues chaque année. Alors que l'Union européenne s'apprête à décider du sort de cet herbicide pour les prochaines années, plusieurs organisations rappellent à Emmanuel Macron sa promesse de campagne et lui donnent cinq arguments de poids pour refuser la réhomologation du glyphosate sans attendre :

1. Des raisons sanitaires : Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), agence de l'Organisation mondiale de la santé, a classé en mars 2015 le glyphosate cancérigène probable pour l'homme. Ce classement, d'après le règlement 1107/2009 relatif à la mise sur le marché des pesticides, devrait suffire à le retirer du marché.
2. Des raisons de crédibilité et d'éthique : Les agences européennes (Efsa, BfR) ont écarté et ignoré des résultats prouvant le caractère cancérigène du glyphosate alors que sept études menées à long terme sur des animaux ont mis en exergue l'incidence du glyphosate sur le développement de tumeurs. De même, le scandale des « Monsanto papers » a jeté le doute sur la crédibilité et le sérieux des évaluations de ces agences européennes qui ont copié-collé les